

Le H ?

Zones contrôlées par le H



documents basés sur des analyses d'avant la guerre de 2023/2024
compil réalisée avant la chute du régime Al Assad en décembre 2024¹

Contexte Libanais

5,5 millions d'habitants en 2023, entre 4 et 14 millions² en diaspora (population en France : 68 millions)

Plus 1,5 millions de déplacés syriens, plus de 350 000 réfugiés palestiniens.

PIB : 60 milliards de dollars en 2022 (en France : 2400 milliards de dollars)

Composition confessionnelle

Musulmans : 55% (dont 31% de Chiites plus dans le Sud, 32% de sunnites plus de Beyrouth, alaouites)

Chrétiens : 34% (dont maronites, orthodoxes (grecs et arméniens), catholiques, protestants, syriaques...)

Druzes : 5%

Les chiffres varient d'une source à l'autre...

¹ La compil est issue de différents podcasts et textes (voir à la fin de la brochure).

² Chiffres varient selon qu'on prend en compte la première ou la troisième génération.

Histoire libanaise

Le Liban a fait partie de l'Empire Ottoman (1516/1918).

Après la Première guerre mondiale, la France et la Grande Bretagne se sont partagé, sous l'égide de la Société des Nations, une partie du monde, dont le Moyen Orient. Le Liban fut sous mandat français dès 1920, tandis que le Royaume Uni contrôlait la Palestine (futur Israël).

Le Liban proclama son indépendance en 1943 (Israël en 1948). Le 'pacte national' met alors en place un régime confessionnel.

1948/1949 : Le Liban s'engage dans une guerre contre Israël. Une des conséquences fut l'afflux de plus de 100 000 réfugiés palestiniens (la nakba). Ce qui posera toute une série de problèmes politiques : qui contrôle les camps réfugiés, quid de l'OLP, etc. ?

1975/1990 : la guerre civile. Essentiellement pour une question de redistribution des pouvoirs, les musulmans étant plus nombreux et plus puissants économiquement que les chrétiens par rapport à 1943. Le problème palestinien (350 000 personnes à ce moment-là est aussi une cause du conflit civil). La guerre prend fin avec les accords de Taef (Arabie Saoudite).

1990/2005 : la Syrie occupe une grande partie du Liban. Parallèlement Israël occupe le Sud Liban de 1978 à 2000.

Il y eut des mouvements de protestations, en 2011, 2015, 2019 et 2021. En 2020, l'explosion d'un dépôt chimique dans le port de Beyrouth provoque aussi des émeutes.

Les relations avec Israël : Le Liban n'a jamais reconnu l'existence de l'État d'Israël. Le gouvernement libanais n'a donc jamais signé d'accord de frontière avec un État qu'il ne connaît pas. De son côté, Israël conteste toujours sa frontière avec le Liban. Il a toujours (depuis 1920) revendiqué de remonter sa frontière jusqu'au fleuve Litani, d'autant plus important en cette période de 'guerre de l'eau', c'est-à-dire d'annexer le territoire du Sud Liban. Si le Liban a participé à la guerre contre Israël lors de sa déclaration d'indépendance, aux côtés d'autres pays arabes, il a refusé de participer à la 'Guerre des 6 jours', en 1967. Les attaques israéliennes ont été nombreuses : en 1978, 1982 (Paix en Galilée) pour chasser l'OLP du Liban, 1993, 2000, 2006 pour les conflits les plus importants, puis 2024.

Le confessionnalisme

Le confessionnalisme n'est pas « essentiel » à la région, cela veut dire qu'il n'a pas toujours existé. Il a été créé, au milieu du 19^{ème}, à la suite de révoltes paysannes contre les féodaux. C'est une politique basée sur une division confessionnelle du pouvoir à laquelle participaient les élites de chaque confession. Aujourd'hui, chaque confession a, de droit, un poste dans les différents gouvernements : le président de la république est maronite, le premier ministre est sunnite, le président du parlement est chiite.

Ce confessionnalisme politique va être confirmé lors du mandat français dans ce qu'on a appelé à ce moment-là le 'Grand Liban'. Le gouverneur de la France avait dit, à l'époque : « *la laïcité n'est pas un produit exportable* » et avait maintenu le confessionnalisme politique. Lors de l'indépendance du Liban, en 1943, le confessionnalisme politique sera confirmé par les élites libanaises.



Le confessionnalisme est un outil de la bourgeoisie libanaise pour intervenir idéologiquement dans la lutte de classe, renforcer son contrôle sur les classes populaires et les maintenir en position de subordination à leurs dirigeants confessionnels, interdisant par-là même une unité des classes exploitées. Le confessionnalisme joue donc un rôle non pas traditionaliste, mais bien moderne.

Economie libanaise

Les banques ont toujours eu un fort poids économique (dépôt des pétrodollars) mais depuis la guerre civile, les fonds transitent vers le Golfe. Dans ce pays constamment en guerre ou sous occupation, les entreprises du bâtiment, de reconstruction logistique et les sociétés immobilières font d'énormes profits.

Autre secteur florissant : l'import / export. La Chine est le principal fournisseur, elle est très intéressée par la position géostratégique du Liban pour construire ses nouvelles routes de la soie. D'ailleurs le port de Beyrouth, détruit en grande partie par une explosion d'un dépôt chimique en 2020, est la convoitise des compagnies allemandes, du Golfe et de la Chine pour sa reconstruction, puis sa gestion privatisée

Les fractions chrétiennes et sunnites de la bourgeoisie montante dominant ces secteurs. Mais la fraction chrétienne de la bourgeoisie a perdu beaucoup de son pouvoir au profit d'une fraction capitaliste sunnite qui bénéficiait de ses liens à l'étranger et de ses relations lucratives avec les communautés de la diaspora, en particulier dans le Golfe. Aujourd'hui, deux familles sunnites détiennent 14 milliards de dollars.

Dans ce cadre-là, les populations chiites vivaient dans des régions les moins développées et les plus paupérisées : le Sud et la Bekaa. A l'indépendance, 85% des chiites vivent en dehors des villes, dans les zones rurales. L'élite chiite était constituée de grands propriétaires terriens, dans le Sud et la Bekaa. Leur pouvoir va être remis en cause pour des raisons socio-économiques : c'est le développement d'une nouvelle bourgeoisie chiite, et aussi du mouvement Amal. Les populations chiites vont migrer vers les villes, notamment dans le sud de Beyrouth, mais aussi à l'étranger.

Par le biais des accords économiques (dont les IDE : Investissement directs à l'Etranger³), les pays du Golfe ont la main sur de nombreux secteurs (grandes banques, entreprises de construction, mais aussi une bonne partie des terres). Les liens entre les pays du Golfe et les grandes familles sunnites (dont certaines ont aussi la nationalité saoudienne) se trouvent renforcés.

En comptant toutes les personnes, notamment les Syriens (qui sont encore plus mal lotis), vivant sur le territoire national, le taux de pauvreté au Liban atteignait 44 % en 2022, alors qu'il était de 12 % en 2012, selon la Banque mondiale. Il est estimé en 2024 à plus de 80% de la population vivant au Liban. L'économie libanaise est aussi fragilisée par les sanctions américaines visant le H 1% détient 58% des richesses.

Le pays est divisé en 9 gouvernorats, sans de réelles communications entre eux. Ils sont à majorité sunnites, ou chiites, ou chrétiens. Il n'y a pas, par exemple, de transports publics qui

³ La France court derrière les pays du Golfe, la Chine et les Etats-Unis !

traversent les différentes régions, il faut utiliser une voiture. Ce qui veut dire que des disparités régionales ont une réalité qu'il n'y a pas forcément dans d'autres pays.

Il y a de grandes disparités sociales, mais aussi selon les gouvernorats. Les personnes vivant au Nord ont plus de risques d'être pauvres que celles vivant à Beyrouth, les régions à majorités chrétienne ont un peu plus de chance d'être moins pauvres. Les chiites vivants majoritairement au Sud sont plus pauvres que les sunnites vivant au Nord. Quant aux camps de réfugiés palestiniens au Sud... Au sein mêmes des communautés confessionnelles, il y a de fortes disparités (liées aux classes sociales ?...). Par exemple, une partie de la communauté chiite améliore depuis quelques années sa position économique, tandis que l'autre voit sa situation économique s'aggraver.

Présentation du H



Le « *Parti de dieu* » a commencé en tant que groupe dissident khomeyniste issu du mouvement Amal (qui est un parti transclasses chiite, avec une base sociale plutôt bourgeoise). L'Iran voulait exporter la révolution islamiste dans d'autres pays arabes. Cela n'a pas marché, à part auprès de certains membres de Amal, qui se sont alors séparés de ce groupe. Le H fut donc créé en 1985 comme un groupe politique islamique, basé dans les territoires peuplés par les populations chiites du Liban.

Le sous-État du H est complètement dépendant de l'Iran, idéologiquement, financièrement et militairement, et déclare ouvertement son allégeance.

Un autre élément, également essentiel, ce sont les multiples invasions israéliennes du Liban, notamment du Liban Sud. La question de la résistance à Israël est fondamentale pour expliquer la création du H. Il imposa par la force son monopole sur la résistance contre l'occupation israélienne du Liban, portant des coups douloureux au Front de la résistance libanaise, dirigé par les communistes. En effet, ce n'est pas le H qui est à l'origine de la résistance anti-israélienne. Mais, à l'époque, la Syrie appuie fortement cette lutte armée, tout en édictant ses conditions. Les forces de gauche (à majorité chiite) refusent cette tutelle. Ils sont progressivement écartés (plus de financement ni d'armement). C'est le H qui devient, à la fin des années '80, la puissance militaire fiable pour lutter contre Israël.

Le parti a joué le rôle principal dans le départ contraint des troupes israéliennes du Liban en 2000 et a prouvé une fois de plus en 2006 sa capacité à résister à leur agression en leur imposant un prix élevé. L'Iran a ensuite considérablement renforcé l'arsenal de missiles et de roquettes du H.

Le poids économique du H

Déjà au début des années 1990, on pouvait noter l'importance croissante des entreprises sous l'influence directe du H : construction (particulièrement fleurissant dans ce pays toujours en guerre et en reconstruction), immobilier (et spéculation foncière), tourisme (venant des pays pétroliers du Golfe), loisir pour la classe moyenne montante. Une base majeure du soutien du parti repose sur les hommes d'affaires chiites dans la diaspora (USA, Australie, Golfe) qui ont profité de la guerre civile ou d'activités commerciales, ainsi que de la classe moyenne supérieure éduquée liée aux opportunités offertes par la migration. Le H est bien conscient du

pouvoir économique de cette fraction chiite de cette classe moyenne montante, et fait affaire avec elle.

Exemples d'entreprises tenues par le H.

Tajco, société immobilière, dirigée par un ancien commandant militaire du H. Outre le commerce, elle achète aussi des terres et des fermes pour y installer des communautés chiites, dans la plaine de la Bekaa (Est du Liban), par exemple.

Al-Inmaa, autre société immobilière, dont le patron est membre du H. et fut député dans les années 2005 et 2009, investit principalement dans des régions peuplées de chiites. Si la société construit dans les années 1990 des logements à bas coûts, elle s'est orientée vers des marchés plus lucratifs visant les classes moyennes et supérieures. C'est un des principaux financiers du H. Cette société opère entre autres en Irak, à Dubaï.

Meamar a été engagé dans plus de 150 projets dont des infrastructures sportives, des institutions religieuses chiites, des écoles et des hôpitaux. Dans ces projets, les clients de Meamar sont presque exclusivement des organisations liées au H, telles la Société Islamique de santé, le comité iranien pour la reconstruction au Liban, les scouts Mahdi, une association d'éducation religieuse islamique et des municipalités contrôlées par des maires H.

Arch a construit des hôpitaux, des écoles et des institutions religieuses dans les zones contrôlées par le H à Beyrouth, au Sud-Liban et la Bekaa. Elle est aussi présente dans le tourisme, et dans des projets hydrauliques et d'infrastructure. Elle a construit un centre culturel islamique à Abidjan, entre autres.

Ces rapports pour le moins étroits entre ces entreprises capitalistes et ce parti religieux crée des situations de clientélisme et de corruption. Le parti religieux s'enrichit sur les profits reversés par ces sociétés. En retour, le H, par le truchement de ces sociétés permettent à une bourgeoisie économique et religieuse de prospérer.

Le H est un grand employeur, dans ses institutions civiles ou dans le domaine militaire. Ce qui est une des explications des accusations de clientélisme (bien réel puis que le H procure des milliers d'emplois dans les zones qu'il contrôle) et de corruption (bien réelle puis que les marchés économiques ne s'obtiennent que de cette sorte).

Qui dit reconstruction d'un espace urbain dont écoles, hôpitaux et radio, qui dit possession de la chaîne de télé la plus regardée après Al Jazeera, qui dit contrôle des emplois et commerces, dit contrôle social, religieux et politique de la population.

La base sociale du H

Il ne faut pas tomber dans l'analyse de la « communauté-classe » qui dit que chaque communauté est égale à une classe.

L'encadrement : enraciné dès les débuts dans la population pauvre chiite, avec un encadrement fait de religieux de la classe moyenne basse, le H devient un parti dont les membres et les cadres sont de plus en plus à l'image de la fraction chiite de la classe moyenne et bourgeoise montante. Il s'intègre dans l'appareil politique national. Ses cadres maintenant sont largement membres de professions libérales dotés d'une éducation supérieure laïque (ce qui veut dire des diplômés non religieux, mais pas des individus non croyants). Le H a estimé qu'en 2006 (après une des périodes de guerre d'agression israélienne), au moins 1 300 ingénieurs étaient membres du parti : architectes, BTP et immobilier. Le parti est aussi aux bonnes places dans la direction des associations de médecins, dentistes et pharmaciens. De la même façon, les dirigeants politiques du H sont aujourd'hui issus de couches bien éduquées et aisées de la communauté chiite : aux élections nationales de 2009, par exemple, 5 des 10 députés du H élus étaient titulaires de doctorat et au moins 4 autres actifs dans d'importantes affaires libanaises. La plupart des cadres du H., au niveau national ou municipal, sont aujourd'hui issus de familles puissantes.

Au niveau des supporters et des sympathisants, on relève ces mêmes tendances. Aujourd'hui, les couches hétérogènes de la société perçoivent de différentes manières le H. Déjà, au milieu des années 1990, les soutiens au H étaient présents dans toutes les classes sociales et n'étaient plus concentrés dans les couches pauvres de la population chiite. Une grande partie de la jeunesse des classes supérieure et moyenne chiites soutient désormais le parti.

Dans son réseau éducatif, ces changements de la base sociale du H sont illustrés par les frais d'inscription onéreux pour accéder aux écoles al-Mustapha sous le contrôle du H : ces écoles sont destinées aux enfants des dirigeants du parti, ainsi qu'aux fractions supérieure et moyenne de la population chiite. Les frais de scolarité d'une école de filles du réseau al-Mustapha s'élèvent à 1600 dollars, prix inabordable pour la plupart des libanais.

S'ajoutent d'autres institutions du H à destination des couches les plus riches de la population chiite. L'hôpital Rasul Al-Azam qui propose aux patients des chambres VIP et de « super-suite » en est un exemple.



Les caractéristiques de la représentation politique du H, et de sa base sociale, indiquent que si l'organisation repose sur un soutien de toutes les couches de la société, sa priorité est de plus en plus orientée vers les couches supérieures.

« La plupart des jeunes de Dahiyeh n'avaient pas de voitures ou accès aux transports publics », alors que les fils des dirigeants du H conduisaient de nouvelles voitures de marque coûteuses. Nous voyons cela tous les jours. Nous avons sous nos yeux à chaque fois que nous sortons leurs maisons, leurs voitures, leurs vêtements etc... » (témoignage d'un jeune combattant du H. en Syrie, qui a quitté le parti après avoir été blessé au combat). C'est une des explications de la contestation montante de la jeunesse chiite vis-à-vis du parti.

«

Evolution politique du H

Dans ses débuts, le H s'oppose à un Etat confessionnel, dominé par les maronites, il s'oppose aussi aux mouvements de gauche. Il va aussi assassiner deux personnalités marxistes du PC libanais. De même, il s'attaque aussi à la laïcité.

A la fin de la guerre civile, les accords de Taef légitiment le H comme résistance militaire à Israël, et il peut garder ses armes (à la différence des autres milices libanaises) et redistribuent le pouvoir politique en fonction du pouvoir économique de chaque communauté. Les chiites obtiennent alors la présidence du parlement.

Il y a alors une progressive intégration dans le système politique libanais. Les raisons sont multiples. Le H commence à avoir une base sociale plus élargie, surtout après avoir pris le contrôle de la banlieue sud de Beyrouth, où vivaient 800 000 chiites (où vivent aujourd'hui un million de personnes). C'est un des bastions 'pris' au mouvement Amal.

De son côté, la Syrie pousse à une intégration du H dans le système politique libanais, du moins, pas de sa remise en cause. A la mort de Khomeiny (1990), cherche de meilleures relations avec ses Etats voisins. C'est la fin de la politique de l'exportation de la révolution islamique. La direction du H, menée depuis 1992 par Nassan Nasrallah, va dans la direction d'une intégration au système politique libanais. Des députés du H entrent alors au parlement jusqu'à aujourd'hui.

En 2005, à la suite du retrait de l'armée syrienne du Liban et après des mouvements populaires très forts, un nouveau pallier est franchi : même si, dès 1998, le H collabore avec l'armée libanaise au sein de certains services de sécurité, c'est maintenant la participation à tous les gouvernements libanais qui mettent en place une politique néolibérale. Un des ministres du H sera chargé du ministère de l'énergie et télécommunications et va participer au processus de privatisation de ce secteur. Aux ministères de l'agriculture ou de l'industrie, les ministres du H n'ont pas du tout remis en cause les politiques néolibérales.

C'est ce qui explique que le H ne veut pas abandonner le système confessionnel. Il dit : *« notre système préféré serait un Etat islamique, mais on sait que les conditions aujourd'hui ne sont pas réunies »*. Le H est opposé aux lois laïques, au mariage civil par exemple, considérant ces lois comme athées, dommageables aux croyants.

Conséquences sur le positionnement du H vis-à-vis des luttes sociales

Un moyen pour imposer son hégémonie, dans les régions où le H est dominant a été d'imposer un ordre moral et religieux assez conservateur, ce qui lui a permis de discipliner la population chiite.

Les ouvriers libanais sont plus organisés que dans d'autres pays arabophones. Le H doit à la fois prendre en compte sa base sociale populaire en devant de temps en temps s'opposer à telle privatisation de manière opportuniste ou soutenir à ses débuts un mouvement de contestation ; et à la fois, du fait des transformations de sa base sociale de plus en plus bourgeoise, et du fait qu'il est aussi un investisseur dans les entreprises de reconstruction. Le H va globalement adopter une politique de défense du néolibéralisme et d'abandon des ouvriers. Il participe, avec les autres partis au démantèlement systématique du mouvement ouvrier organisé.

C'est une dimension centrale du rôle contre-révolutionnaire du H.

Durant la guerre civile libanaise, dans les années '80, la CGTL (confédération générale des travailleurs libanais) avait mené toute une série de luttes, avait remis en cause l'occupation israélienne, avait remis en cause le pouvoir des milices, s'était battue pour des augmentations salariales. Elle disposait donc d'une base, d'une popularité à la fin de la guerre civile. Le syndicat a mené de nouvelles luttes dans les années '90 contre les plans de réformes néolibérales, il va jouer un rôle assez important de résistance sociale, avec des périodes de répression.

Petit à petit, le H (avec tous les partis bourgeois et avec l'aide du régime syrien,) va affaiblir la CGTL, en créant au sein de la CGTL de nouvelles fédérations de syndicats sans base populaire, mais sur une base confessionnelle. Vue l'organisation de la Confédération (avec 50 membres ou 8000 membres, les syndicats avait le même poids), le H va réussir à prendre le pouvoir. Cela ne veut pas dire que les leaders de gauche n'ont pas fait des erreurs, mais ils étaient plus combattifs. A partir des années 2000, Amal et le H vont prendre le pouvoir en son sein, avec des mouvances plus pro-syriennes. Ils ont paralysé ce syndicat qui n'a plus du tout de capacité de mobilisation, très discrédité au sein des travailleurs.



Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu continuation de luttes des travailleurs, dans le secteur privé ou public, et notamment l'Union des comités d'organisation des travailleurs, dont le leader est issu du PC libanais. Elle va mener entre 2011 et 2014, toute une série de luttes dans le secteur public et avec les enseignants du secteur privé : organisation de manifestations massives pendant ces trois années. Le même schéma va se dérouler : les partis confessionnels et bourgeois vont s'allier pour affaiblir ce comité de coordination des travailleurs, mettre dehors les syndicalistes combattifs, remplacés par des représentants des partis confessionnels et bourgeois.

Sa combativité a nettement diminué. Aujourd'hui, le secteur syndical est très paralysé, peu combattif, à cause du contrôle des partis confessionnels et bourgeois qui ont peur des actions des travailleurs par en bas, qui dépassent les clivages confessionnels et qui se basent sur des actions de classe. Le H a joué un rôle dans la casse de ces organisations populaires.

Dans le mouvement d'octobre 2019, il y a eu des tentatives de reconstituer des organisations ouvrières. Il y avait déjà des discussions avant dans les secteurs enseignants et universitaires, sur le modèle des ONG, avec des composantes de gauche. Ce fut un balbutiement.

Lors des mobilisations populaires de l'été 2015, le H a vu avec suspicion cette nouvelle tentative de remettre en cause ce système de l'extérieur du parlement et, tout comme il n'avait pas participé aux manifestations du début de 2011 appelant à la fin du régime confessionnel, il n'a pas mobilisé ses membres en 2015. Hassan Nasrallah a fait valoir que le parti avait adopté une « *position neutre à l'égard du mouvement parce que nous ne connaissons pas son leadership, son projet et ses objectifs* ». Une solution « *participative* » (négociations) à l'égard de l'État, fut même adoptée par le H.

Le H, et d'autres partis islamiques ont parfois utilisé une rhétorique de justice sociale, mais toujours dans une perspective de charité, ce qui est très différent de la perspective de redistribution sociale. Mais si on regardait le contenu, ils étaient opposés aux nationalisations, aux collectivisations des terres, opposés aux grèves. Ils ont toujours été opposés à la lutte des classes. Cela vient en contradiction avec la volonté de l'unité de la « communauté musulmane » (la Houma). Ces partis transclasses n'ont aucun intérêt à soutenir des luttes de travailleurs ou des luttes qui dépassent les clivages confessionnels. C'est pourquoi le H s'est opposé aux mouvements populaires (2011, 2015, 2019). Quand les luttes devenaient trop intenses, le H intervenait ou faisait comprendre que ce ne se pouvait pas, ou tentait de dissoudre ces mouvements, comme les autres partis d'ailleurs.

Le H n'est plus du tout différent des autres partis confessionnels et libéraux, en jouant sur des leviers similaires : clientélisme, répression par la force, pressions politiques.

Mais il y a eu des petites formes de critiques depuis ces dernières années, même si ce n'est pas à travers de larges mobilisations. Par exemple, en 2018, il y a eu des destructions de petits commerces qui n'étaient pas enregistrés par la police et les forces de sécurité, avec l'appui du H. Des gens sont sortis dans la rue pour dénoncer cela, et pour dénoncer le fait que le H envoie des jeunes en Syrie pour se faire tuer. Bon, le jour d'après toutes ces personnes sont passées à la télé pour s'excuser sous fortes pressions du H...



il y a eu aussi plusieurs sortes de critiques envers les députés du H, notamment de la Bekaa, en disant que durant leurs précédents mandats, ils n'avaient rien fait pour développer leur région, mais avaient soutenu les trafics de drogue, etc.

Tous les chiites ne veulent pas vivre sur le modèle d'une république islamiste iranien.



Des mouvements féministes s'organisent. Ce qui est terriblement difficile, car le modèle islamique étant le seul chemin juste pour les femmes, les féministes risquent d'être considérées comme étrangères à leur propre société, d'être soupçonnées de relayer l'influence de l'impérialisme culturel occidental.

Le H à l'international

Il est très compliqué de résumer les alliances, ruptures d'alliances et tractations en sous-main, qui virent au gré des opportunités. Voici quelques jalons.

Au niveau régional :

le H. est intervenu dans la guerre en Syrie, en soutien à Bachar Al Assad. Le mouvement islamique chiite libanais a été un acteur étranger déterminant, aux côtés de la République islamique d'Iran et de la Russie. Il n'a pas eu de problème à collaborer avec l'impérialisme russe dans le cadre syrien. Le H est intervenu militairement aux côtés des forces armées du régime syrien, a apporté un soutien technique et logistique à Damas, et a aidé une partie de la population chiite de la Syrie à développer ses propres milices d'auto-défense. Il a ainsi participé à la répression, aux côtés du régime Assad, du 'mouvement populaire révolutionnaire' en Syrie.

Il a aussi envoyé des miliciens en Iran, pour 'protéger les intérêts chiites iraniens' au moment de la guerre Irak/Iran.

Le H. n'a pas été un chaud partisan des mouvements du printemps arabe de 2011, c'est le moins que l'on puisse dire. Nasrallah a déclaré alors « nous ne voulons évidemment pas entrer en conflit avec aucun régime arabe, ni au niveau sécuritaire, politique ou militaire, ni même dans les médias ». Au début de l'année 2011, le H a déclaré que les soulèvements populaires dans la région faisaient partie du « projet de résistance » et s'opposaient aux États-Unis et à ses alliés dans la région. Le discours officiel du H et de ses cadres, concernant les soulèvements régionaux, a ensuite radicalement changé. Les processus révolutionnaires étaient maintenant devenus une conspiration fomentée par les puissances étrangères contre le « projet de la résistance », ciblant l'Iran, la Syrie et le H.

Actualité

Le 17 septembre, Israël fit exploser plusieurs centaines de « bipeurs » (téléavertisseurs) qu'utilisaient des membres du H. ainsi que des civils travaillant dans les institutions liées au H. Si des enfants ou des civils ont été blessés ou tués, c'est parce que la puissance des explosions a fait que l'entourage du porteur de l'engin piégé pouvait être atteint.

L'objectif de ces attentats de masse d'un type nouveau, des bombardements à grande échelle puis de l'invasion israélienne semble être l'embrasement de la région : étêter le H. (d'où l'assassinat, le 27 septembre de Nasrallah, chef du parti depuis 1992, et de nombreux cadres du partis), impliquer l'Iran et la Syrie dans la défense de leur allié d'un côté, les USA et leurs alliés en appui d'Israël de l'autre. Israël n'a pas cherché à envahir le Sud, comme dans la guerre de 2006, il a détruit par des bombardements aériens plus d'une trentaine de villages dans le Sud, une partie de Beyrouth et des infrastructures stratégiques.

24 novembre Israël annonce un cessez le feu avec le H. Les termes de l'accord sont le désarmement du H dans un délai de deux mois (ce qu'il avait refusé en 1990, puis en 2006) et le retrait de ses troupes au nord du fleuve Litani, et le retrait d'Israël du Sud Liban. Israël s'octroie le droit de frapper tout mouvement de H contraire à cet accord, et tout mouvement iranien en Syrie. Israël aurait même demandé à la Russie de lui laisser le champ aérien libre lors de ses interventions au-dessus de la Syrie. Depuis la chute d'Al Assad, les troupes 'rebelles' qui sont aidés par Israël n'auront aucune difficulté à souscrire aux demandes Israéliennes.

Le 8 décembre, chute de la dictature de Bachar Al Assad. Presqu'en même temps que le cessez le feu (le 27 novembre, est-ce un hasard ?), les 'rebelles' reprennent Alep, la deuxième ville du pays et lancent leur dernière attaque contre le régime dictatorial. Israël finançait certains groupes rebelles pour aussi couper les voies d'approvisionnement du H de l'Iran, par la Syrie. Les deux principaux alliés semblent lâcher le régime : la Russie, empêtrée dans sa guerre contre l'Ukraine et l'Iran voulant normaliser ses relations avec l'Occident pour diminuer le poids des sanctions politiques et économiques. L'affaiblissement du H (qui se voulait « fer de lance de l'axe de la résistance ») est sûrement une composante décisive.

Des bruits courent que des militaires ukrainiens auraient été en Syrie (formation de combattants, apports de drones) pour permettre aux forces dites rebelles d'attaquer les forces russes, soutien du régime dictatorial. Externalisation de la guerre ukraïno-russe, en quelque sorte !

L'avenir du H ?

Avec la chute d'Al Assad, le H se voit encore plus isolé dans la région.



Au Liban, plusieurs questions se posent :

Pourra-t-il prendre en charge le soutien financier des 170 000 familles de « martyrs » (membres du H ou affiliés morts au Liban des frappes israéliennes). Aujourd'hui l'Iran verse au H de quoi reverser à ces familles 200 à 400 \$ par mois et annonce 10 000 à 14 000 \$ par an pour tout membres du H ayant perdu sa maison à Beyrouth. L'Iran redoute que les USA participèrent la guerre que veut lui déclarer le gouvernement Israélien, et aurait fait pression pour que le H abandonne son exigence d'appui à Gaza pour accepter la cessez le feu. L'Iran a intérêt à maintenir un abcès au Liban, pour affaiblir l'agression éventuelle israélienne.

Pourra-t-il participer à la reconstruction des villages rasés, des infrastructures détruites par Israël ? Pourra-t-il donc reconstituer sa manne financière, son capital immobilier, source de sa puissance économique ?

Pourra-t-il retrouver sa place au sein du parlement (une dizaine de députés) et du gouvernement (une dizaine de ministres) ? Les Etats-Unis et la France ont accepté, dans les accords de cessez le feu, de garantir un gouvernement favorable à Israël.

A l'international :

Si une guerre Iran/Israël se confirme, le H, totalement dépendant du régime iranien, sera-t-il en mesure de refuser son aide militaire (avec les dégâts humains que cela implique) ? L'Iran sera-t-il en mesure de continuer à soutenir un allié exsangue qui ne lui sert plus à grand-chose ?

Sans le soutien financier de l'Iran que deviendront les libanais et palestiniens (à majorité sunnite) qui dépendent de ce parti pour survivre ?

Les sources de cette compil sont :

des articles sur le net

à propos du livre de Joseph Daher : le Hezbollah

<https://www.contretemps.eu/le-hezbollah-une-force-contre-revolutionnaire/>

<https://www.contretemps.eu/hezbollah-fondamentalisme-neo-liberalisme/>

deux podcasts :

<https://sortirducapitalisme.fr/emissions/la-revolte-au-liban-et-ses-racines-historiques/>

On ne trouve plus le lien... (mais on peut vous fournir l'enregistrement sur demande)

Sortir du capitalisme : le Hezbollah avec Joseph Daher

et du pico rage⁴...

⁴ Gros google ne veut pas de « picorage », alors va pour la rage...

**Voici une brochure (in)utile
qui vous propose de petites réponses
à de grandes questions
que vous ne vous posiez pas !**

Qu'est-ce que le confessionnalisme libanais ? Est-ce une organisation politique passée de mode ? En quoi peut-elle bien être utile à maintenir la bourgeoisie capitaliste moderne au pouvoir ?

Qu'est-ce que le H ? une force militaire qui a su résister aux attaques d'Israël (jusqu'en 2024) ? un parti islamiste de défense des chiites opprimé-es ? une force politique intégré de maintien de l'ordre bourgeois ?

Quelle forme, quel poids a eu cette pièce stratégique dans les rapports de force régionaux ? Qui s'est joué de qui ?

Quel sera son avenir ? Et celui des classes populaires de la région ?
(ces grandes questions n'ont pas de petites réponses dans cette brochure...)

**A la fin de votre lecture
vous n'aurez toujours pas compris
ce qui se trame en ce moment (fin 2024)
au Moyen Orient
mais vous aurez peut-être
l'impression d'avoir compris
ce qui n'est pas forcément
(in)utile !**



*Chaos pour chaos,
je veux bien changer de nébuleuse...*
(ndlc)